



Mobilisons-nous pour nos libertés et pour nos droits !

Le gouvernement cherche à profiter du contexte sanitaire, économique et social désastreux pour légiférer de façon coordonnée afin de restreindre nos libertés fondamentales : la liberté d'expression, la liberté de manifester, la liberté d'informer, la liberté de la presse, la liberté d'association, le droit de nous organiser pour gagner de nouveaux droits... La liste est longue : il s'agit bel et bien d'un projet politique liberticide cohérent qui est à l'œuvre.

Depuis plusieurs semaines nos organisations appellent et participent activement sur l'ensemble du territoire aux mobilisations pour défendre nos droits et nos libertés, en particulier contre la loi sécurité globale, le schéma national du maintien de l'ordre, la loi dite « séparatisme » et les décrets de fichage.

Les prochains jours seront déterminants pour agir contre ces textes dont le processus parlementaire avance très rapidement. En effet, le projet de loi « sécurité globale » arrive au Sénat ce mardi 16 mars et le projet de loi « confortant les principes de la République » suivra fin mars.

– Le projet de loi de sécurité globale vise à instituer une société de la surveillance permanente, à restreindre la liberté de la presse et à invisibiliser les violences policières au lieu de les combattre ;

– Le projet de loi « confortant les principes de la République », dit « séparatisme », sous couvert d'empêcher l'islamisme radical et le terrorisme, ouvre la voie à un contrôle poussé de l'ensemble des associations et stigmatise encore davantage les personnes musulmanes ou perçues comme telles.

Le contexte social et économique est désastreux et de nombreuses mobilisations s'organisent en parallèle :

- pour défendre l'égalité des droits des femmes, premières de corvées le 8 mars dernier ;
- contre la précarité étudiante, les organisations de jeunesse se mobilisent ce mardi 16 mars ;
- contre l'abandon des travailleuses et travailleurs du secteur de la culture, des théâtres sont occupés depuis plusieurs jours ;
- contre le chômage et la précarité, de nombreuses mobilisations se construisent comme la journée européenne pour le logement le 27 mars ;
- contre les violences policières et le racisme, de nombreuses manifestations sont organisées par les familles de victimes, les blessé·es, les collectifs de sans-papiers ;
- contre le projet de loi « climat » qui ne répond aucunement aux enjeux climatiques et environnementaux le 28 mars.

C'est bien cette contestation sociale que le gouvernement veut faire taire, préférant la répression plutôt que mettre en œuvre de réels moyens pour les services publics et l'accès aux droits pour toutes et tous.

Alors que de nombreuses alertes sont données aux échelles nationale et internationale sur le danger de ces textes liberticides, le gouvernement choisit la voie de la répression et de la restriction des libertés.

Nos organisations appellent dans le cadre des mobilisations construites localement à manifester et se rassembler dans les jours et les semaines à venir pour combattre ces textes liberticides et pour défendre et réclamer nos droits sociaux, féministes, antiracistes et environnementaux.

**Mobilisons-nous pour nos libertés et pour nos droits !
Il en va de l'avenir de notre démocratie !**